



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 2, Mars 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



Petite et moyenne entreprise de production animale et échange intra régionale : cas du Mali dans l'espace CEDEAO

Ibrahim BASSOLE est enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Mali

Abdramane TAMBOURA est enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Mali

Résumé

Notre article, vise à favoriser le lien entre participation des petites et moyennes entreprises de productions animales et échanges intra régionales du Mali à l'intérieur de l'espace CEDEAO. En effet, il examine d'abord qu'environ 11,4% du total des producteurs agricoles, pratique uniquement une spécialisation en fonction de la taille principalement à Gao et à Mopti (IMPD, 2007). L'article a également identifié le profil des acteurs opérant dans les échanges intra régionale CEDEAO de production animale. Par contre, la littérature économique reste peu documentée en la matière, surtout très précisément pour notre région. Parmi les études qui sont intéressés par notre sujet, on peut citer : celle de (Bassolé, 2022 ; Ba A., Lesnoff M., Pocard-Chapuis R., Corniaux C., Moulin C.H., 2009 ; Blein, et al., 2008). En ce qui concerne la méthodologie utilisé, elle repose principalement sur des données d'enquête issu de l'étude (Bassolé, 2022), réalisée en deux étapes sur le profil des acteurs opérant dans le commerce intra régional CEDEAO.

Mots-clés : Petite et moyenne entreprise ; échange intra régionale ; espace CEDEAO ; Mali

Abstract

Our article aims to promote the link between the participation of small and medium-sized livestock production enterprises and intra-regional trade in Mali within the ECOWAS region. Indeed, it first examines that approximately 11.4% of the total number of agricultural producers only specialise based on size, mainly in Gao and Mopti (IMPD, 2007). The article also identified the profile of the actors operating in ECOWAS intra-regional trade in livestock production. On the other hand, the economic literature remains poorly documented on this subject, especially very specifically for our region. Among the studies that are interested in our subject, we can cite: that of (Bassolé, 2022; Ba A., Lesnoff M., Pocard-Chapuis R., Corniaux C., Moulin C.H., 2009; Blein, et al., 2008). Regarding the methodology used, it is mainly based on survey data from the study (Bassolé, 2022), carried out in two stages on the profile of actors operating in ECOWAS intra-regional trade.

Keywords : Small and medium business ; intra-regional trade ; ECOWAS area ; Mali

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15095989>

INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest, l'échange intra régional entre pays reste relativement faible. Selon certaines études récentes¹, il se situe entre 10 et 15% du commerce total de la zone CEDEAO². Alors que, le commerce entre pays de l'Europe et d'Amérique latine représente respectivement environ 80 et 60%.

Globalement, les statistiques (CSAO et CILSS) révèlent d'une part, la croissance du cheptel bétail après la sècheresse des années 1970 et d'autre part, les flux de transaction intra de bétail restent encore dominés par les animaux vivants. Sur la base de cette spécialisation naturelle, le commerce d'animaux se sont développé, formalisés ou non.

Cette intégration s'appuie sur des réseaux de relations sociales des acteurs divers de l'échange, commerçants et transporteurs dans les zones frontalières. Le développement des échanges intra régional à l'intérieur de l'espace CEDEAO entre le Mali et les pays qui l'entourent, aussi bien de la zone UEMOA³ que hors UEMOA⁴, représente près d'un cinquième des échanges intra régional du pays en 2012 et constitue le deuxième importateur derrière la Côte d'Ivoire (30 %). La faiblesse du commerce intra régional à l'intérieur de l'espace CEDEAO reste basée sur des avantages comparatifs naturels, donc sur l'absence de développement d'entreprise agricole et agroindustriel. Le faible développement du commerce intra dans la zone est sous-tendu par manque de dynamisme et d'absence du développement de l'entreprise.

En plus de son caractère embryonnaire global, il y a une forte disparité par pays du processus de développement de l'entreprise. Par exemple dans le cas du Mali, les efforts de développement d'entreprise de production d'eau minérale et de jus de fruit est relativement importantes ainsi que dans les échanges.

Au Mali, l'examen de la démographie des entreprises réparties dans les systèmes de production en fonction de la taille et par secteur, suit la loi normale de la distribution statistique. En effet, par analogie :

- la partie de la courbe asymétrique étalée vers la gauche, représente le poids des micros et petites entreprises environ 80% (CPS, 2014 ; INSTAT et ONEF, 2015) ;
- la partie droite de la courbe, indique la faible présence des moyennes et grandes entreprises (20%).

¹ PICA0, 2010 ; CAPOD, 2010 ; CNUCED, 2013 ; INSEE, 2008 ;

² Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest

³ (le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, et le Sénégal)

⁴ (la Guinée)

Notre travail est centré sur la partie gauche de la courbe, c'est à dire le poids des micro entreprises de production végétale dans les échanges intra régionales du Mali à l'intérieur de l'espace CEDEAO.

La revue de la littérature sur le commerce régional révèle deux modèles d'approches

- i. Le premier modèle considère le commerce régional comme une opportunité, une ressource aussi bien pour les populations que pour les Etats, à l'image des études réalisées par (Pradère, 2007 ; Ba A., Lesnoff M., Pocard-Chapuis R., Corniaux C., Moulin C.H., 2009 ; Blein et al., 2008) ;
- ii. À l'opposé, le seconde modèle s'appuie sur le rôle des marchands du commerce transfrontalier tels que, souligner par (Bassolé, 2022. ; Dabié Désiré Axel NASSA, 2005).

Notre article traite : « le lien entre Petite et moyenne entreprise de production animale et échange intra régionale du Mali dans l'espace CEDEAO ». En effet, il s'intéresse spécifiquement au profil des acteurs du commerce intra régionale dans la dynamique des relations d'échanges de productions animales à l'intérieur de l'espace CEDEAO.

L'objectif général visé dans notre article consiste à examiner, le lien entre les flux d'échange intra de production animale et la taille de l'activité de l'entreprise. En d'autres termes :

Quels sont les facteurs qui limitent le lien entre petite et moyenne entreprise de production animale et échange intra régionale du Mali à l'intérieur de l'espace CEDEAO ?

Cet article s'appuie sur deux hypothèses principales, à savoir :

- i. les flux d'échanges intra régionales de productions animales influencent positivement la taille de l'activité de l'entreprise ;
- ii. la dynamique des activités de productions animales détermine le profil des acteurs d'échanges intra régionales.

Notre approche méthodologique repose tout d'abord sur la collecte des données et ensuite sur le traitement des informations.

- i. Collecte des données

Elle consiste à recueillir des données issues de notre enquête, réalisée en deux étapes sur le profil des acteurs opérant dans le commerce intra régional (thèse Ibrahim BASSOLE, 2020), auxquels il faut ajouter des statistiques économiques des pays de la CEDEAO, de l'UEMOA, du CNUCED, de l'INSAT et du Ministère de l'économie et des finances, ainsi que des informations collectées sur l'internet.

ii. Traitement des informations

Nous avons utilisé la statistique descriptive, l'analyse économique générale et la mathématique pour traiter les informations collectées ci-dessus. Ces informations ont fait l'objet de traitement manuel à l'aide de tableau et de schéma illustré à l'intérieur de l'article. Notre article est structuré en deux questions pour traiter i) la dynamique des activités de productions animales (ii) la dynamique du profil des acteurs du commerce intra régionale.

1 ; Dynamique des activités de productions animales

Selon les résultats du Recensement général de l'agriculture (RGA, 2004) au Mali, 805 194 exploitations agricoles que compte le Mali, plus de 80 pour cent (soit 776 141 exploitations) pratiquent une forme d'élevage. Parmi celles-ci, 89 pour cent sont mixtes c'est-à-dire pratiquant en même temps l'agriculture et l'élevage

Contrairement aux exploitations agricoles mixtes, on constate une spécialisation en fonction de la taille, pratiquée uniquement par des éleveurs nomades. Ils représentent environ 11,4 pour cent du total des producteurs agricoles, situés principalement à Gao et à Mopti (IMPD, 2007). Commençons par la première question en examinant d'abord, la croissance des activités de productions animales et ensuite les vecteurs de cette croissance.

1.1 Croissance des activités de productions animales

Selon certaines études⁵ au Mali, l'augmentation des effectifs du cheptel des années 1970 et 1980 était bien liée à des mouvements migratoires d'éleveurs venus du nord. En effet, la progression des effectifs de ces deux dernières décennies pourrait plutôt être expliquée par l'accroissement interne du cheptel régional.

Elles expliquent également cette faible exploitation des troupeaux par la croissance interne du cheptel régional, faisant ainsi référence à une sous-exploitation. Ainsi, dans les systèmes agropastoraux dominés par le riz, les céréales sèches ou le coton, les unités de production familiales « n'exploitent pas le troupeau bovin » et que « les stratégies des éleveurs sont plus orientées vers la capitalisation que vers le marché ».

Selon les mêmes sources indiquées ci-dessous, quel que soit le système de production envisagé, les performances techniques sont faibles avec des taux d'exploitation bas de l'ordre de 10 % et des pratiques d'exploitation qui demeurent très généralement extensives.

⁵ (D'Aquino et al., 1995) ; (Samaké et al. (2007) ; Pocard-Chapuis et al. (2007) ; Pradère (2007)

En outre, elles indiquent aussi plusieurs contraintes parmi lesquelles, la faiblesse du niveau d'exploitation figure également la mise en œuvre du Plan stratégique de la recherche agricole au Mali pour la période 2009-2018.

Par ailleurs, elles considèrent que la zone cotonnière au Mali-Sud vit actuellement une révolution agricole, marquée par le passage d'un système agraire de type « culture itinérante sur brûlis » à un système de type « Ager / Saltus »⁶. Elle précise que, l'élevage bovin est le moteur de ce changement, grâce à son impact positif sur la productivité du travail et la productivité de la terre.

En plus, l'élevage bovin présente des caractéristiques démographiques médiocres comme le faible niveau du taux d'exploitation. Les mêmes études citées ci-dessus, parlent de « sous-exploitation » et proposent un nécessaire « déstockage », pour diminuer la pression sur les ressources fourragères.

Si l'hypothèse d'une faible exploitation de cheptel semble partagée, les auteurs cités ci-dessus avancent différents facteurs d'explication. Les moteurs de l'augmentation du stock de bovins peuvent être représentés schématiquement en flux d'animaux articulés autour de trois entités :

- le troupeau ;
- la famille ;
- le marché (*figure n°1* ci-dessous).

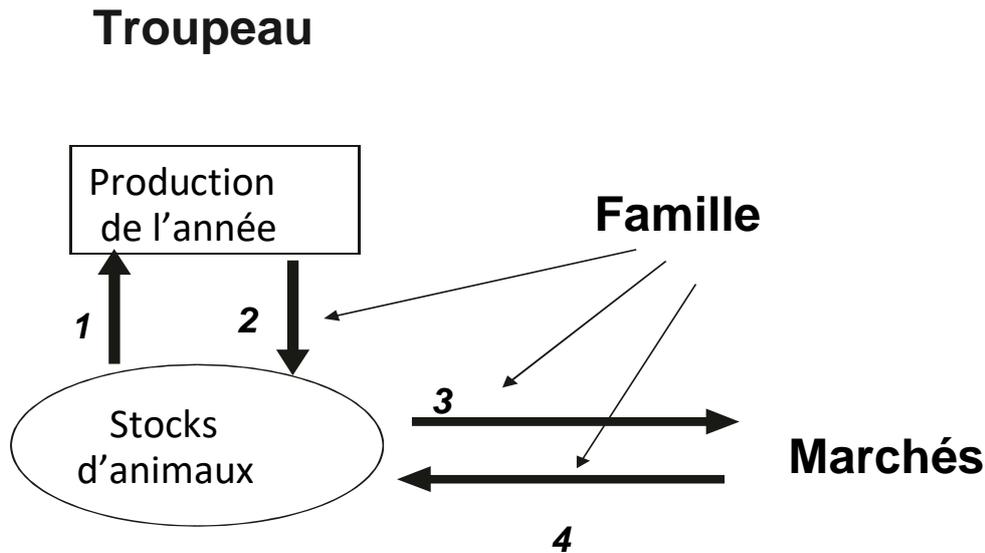
Au travers des paramètres démographiques naturels (naissance, mortalité), le stock d'animaux présents va générer un flux d'animaux alimentant la production de l'année. Le rapport du flux d'animaux constituant la production de l'année au stock d'animaux présents mesure la productivité numérique du cheptel.

Cette productivité est très dépendante des interactions entre les génotypes et le milieu (climat, sol, production primaire de biomasse végétale), dans des systèmes d'élevage avec peu d'artificialisation du milieu. La famille, de par ses décisions, va en revanche piloter directement les trois flux suivants.

La production de l'année va servir à assurer le renouvellement interne du stock d'animaux. La production de l'année peut également être commercialisée à travers le marché, ainsi que le stock en lui-même. Enfin, le stock peut être renouvelé grâce à des achats sur le marché.

⁶ Dufumier (2005) ; Bosma et al. (2006, 1992) ; (Bonnet, 1988 ; Traoré, 1989 ; Godet et al., 2000) ; (Dicko et al., 2007)

Figure n°1 : Circuit de commercialisation et d'exploitation du cheptel



Source : CIRAD, Montpellier SupAgro, juillet 2011

1 : productivité du troupeau (paramètres démographiques naturels)

2 : renouvellement interne du stock d'animaux

3 : commercialisation d'animaux (exploitation du stock)

4 : achat d'animaux (renouvellement externe du stock)

Le premier faisceau d'hypothèses pour expliquer la faiblesse du niveau d'exploitation de la productivité du troupeau. L'hypothèse selon laquelle les éleveurs conserveraient des animaux improductifs dans leur troupeau, n'est pas vérifiée.

Selon Pradère (2007), plusieurs études témoignent la volonté des éleveurs d'exploiter leur troupeau au mieux des possibilités et en fonction des productions qu'ils attendent de leurs animaux (lait, viande, force de travail et fumure organique).

L'hypothèse d'une exploitation insuffisante des troupeaux étant rejetée, la faiblesse du niveau d'exploitation du cheptel malien résulterait du manque de précocité des animaux (âge tardif à la première mise bas), de la faiblesse de la fécondité et de l'importance des pertes dues aux maladies.

Cette performance s'expliquerait par les mauvaises conditions d'élevage (mauvaise alimentation des animaux, pathologie insuffisamment contrôlée) et les caractéristiques zootechniques des animaux, qui sont particulièrement rustiques et adaptés à des conditions d'élevage difficiles, mais qui sont peu productifs.

Le deuxième faisceau d'hypothèses concerne les stratégies des familles. Elles peuvent expliquer le niveau bas du taux d'exploitation. Selon les mêmes études indiquées ci-dessus, dans la

trajectoire de constitution d'un troupeau bovin au sein d'une famille de la zone, la première fonction du troupeau est la traction animale (acquisition de bovins de labour).

L'étape suivante vise à développer un noyau d'élevage, dans un objectif à la fois de renouveler sans coût les bovins de labour en fin de carrière, de produire de la fumure organique, et de se constituer une épargne. Avec la croissance du troupeau, c'est l'objectif d'épargne qui devient primordial, doublé d'un objectif de prestige.

L'exploitation économique ne correspond à aucun de ces objectifs. Elle a lieu uniquement en cas de besoin monétaire (mauvaise récolte, dépenses imprévues ou accidentelles, mariages, fêtes, dote, ...).

Le dernier faisceau d'hypothèses concerne le marché. L'hypothèse selon laquelle le marché serait saturé et empêcherait de mieux rémunérer la vente des animaux, ne semble que partiellement validée.

En effet, si les marchés locaux sont saturés, l'exportation vers les pays côtiers se porte bien et pourrait absorber des volumes plus importants sans baisse de prix, comme l'indiquent les chiffres des foirails dans la région de Sikasso.

1.2 Vecteurs de la croissance

Ils représentent ici les vecteurs de la croissance de l'offre et de la demande du cheptel animale au Mali.

1.2.1 L'offre

Dans la perspective de l'offre, trois modes de transhumance sont pratiqués au Mali.

i. La moyenne transhumance

Caractérisée par la transhumance classique, elle se déroule en saison sèche (de 3 à 6 mois), l'objectif recherché est de profiter d'un pâturage avec de ressource hydrique disponible.

ii. La grande transhumance

Elle représente le mode de transhumance relativement longue (de 5 à 7 mois), pratiquée par les éleveurs qui quittent le territoire avant la vaine pâture pour arriver sur le territoire d'accueil avant l'arrivée massive des transhumants.

iii. La petite transhumance

Pratiquée pendant l'hivernage où les propriétaires cherchent à limiter la présence des animaux pendant la période de mise en culture.

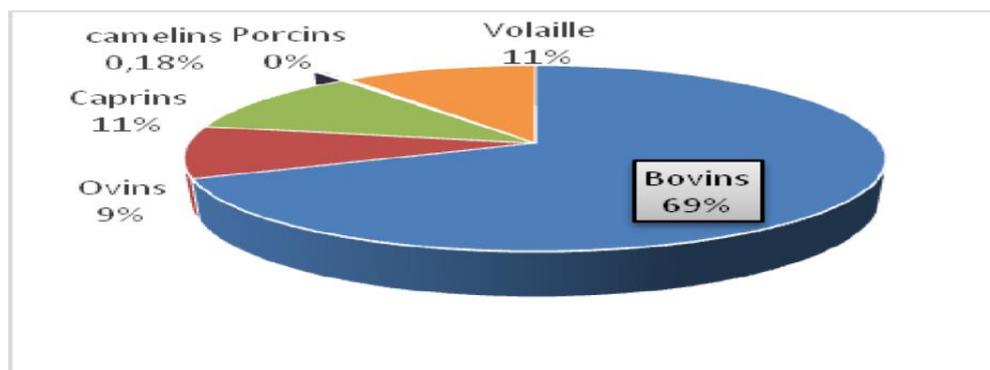
1.2.2 La demande

Dans l'optique de la demande, il s'agit surtout de la consommation intérieure locale et de l'échange extérieur du cheptel animal au Mali.

i. La demande intérieure

La figure n°2 ci-dessous illustre que, la production de viande a été fournie à 69% par les bovins, 9% par les ovins, 11% par les caprins, 0,09% par les camelins, 0,20% par les porcins et 11% par les volailles.

Figure n°2 : Quantité de viande produite par espèces abattues en 2014

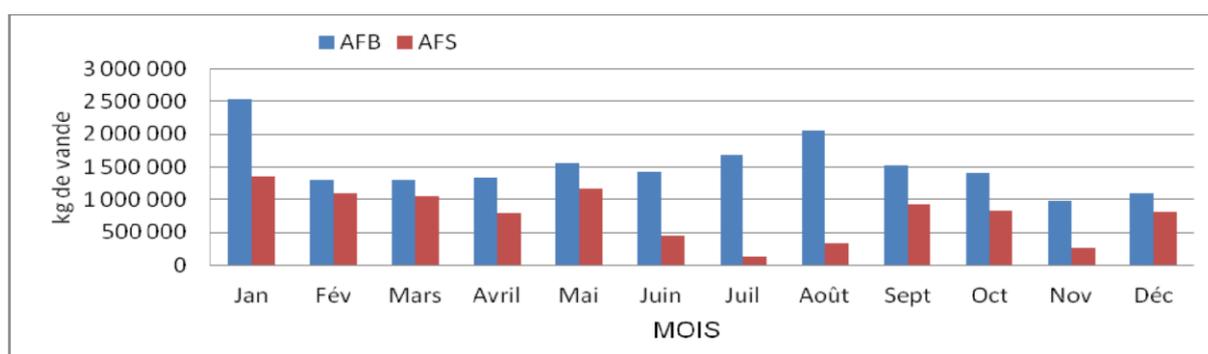


Source : Rapport (DNPIA, 2014)

Le District de Bamako demeure le plus grand pourvoyeur en viande bovine avec près de 50% des effectifs de bovins abattus suivi de Kayes et de Koulikoro avec respectivement 13% et 12%. En ce qui concerne les petits ruminants, Bamako et Kayes sont les principaux centres d'abattage avec respectivement 37,41% et 17,48% des effectifs abattus.

Par contre, les porcins sont essentiellement abattus à Ségou (85,91%), les dromadaires à Tombouctou et Gao avec respectivement 28,04% et 18,58% des effectifs abattus. Enfin, 82,33% des volailles sont abattues dans le District de Bamako.

Figure n°3 : Evolution mensuelle des abattages de bovins au niveau du District de Bamako en 2014



Source : Rapport (DNPIA, 2014)

Les deux abattoirs frigorifiques implantés dans le District de Bamako assurent à eux seuls près de 45% de la production totale de viande rouge contrôlée (tableau n°1). Le pic de production dans lesdits abattoirs se situe au mois de janvier comme illustré dans la figure n°3.

Cette situation est consécutive à la forte demande des populations en produits carnés lors des évènements religieux (Ramadan) qui ont lieu en cours d'année. La plus faible production a été obtenue pendant la période de décembre.

Tableau n°1 : Statistiques des abattages contrôlés dans le District de Bamako en 2014

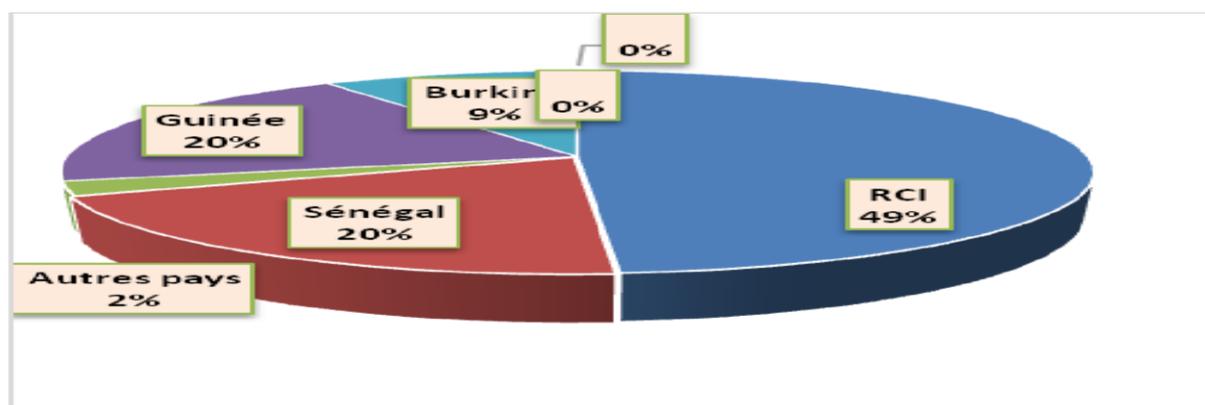
Désignation	Centre	Espèce					
		Bovins		Ovins		Caprins	
		Nbre	Poids	Nbre	Poids	Nbre	Poids
Bamako District	Abattoir Frigorifique Bamako	86 116	10333 920	111 398	1 670 970	137 360	1 648 320
Bamako District	Abattoir Frigorifique Sabalibougou	69 994	8 399 280	42 567	638 505	15 004	180 048
TOTAL		156 110	18733 200	153 965	2 309 475	152 364	1 828 368

Source : Rapport (DNPIA, 2014)

ii. La demande extérieure

Les principales destinations pour les animaux exportés du Mali ainsi que les effectifs concernés sont consignées dans le *tableau n°2*. L'importance relative de chaque destination est présentée dans les *figures n°4 et 5*.

Figure n°4 : Exportation des bovins par destination en 2014



Source : Rapport (DNPIA, 2014)

De l'analyse des graphiques ci-dessus et du *tableau n°2*, il ressort que :

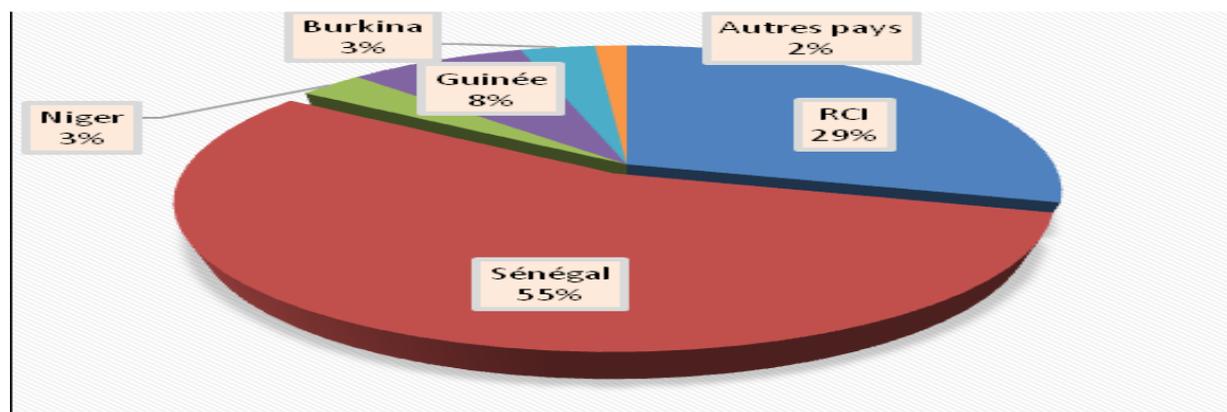
- la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont été les principaux pays de destination pour les bovins avec respectivement 49% et 20% des effectifs exportés au cours de la période ;
- le Sénégal a été l'une des destinations les plus importantes pour les exportateurs d'ovins et de caprins suivi de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ;
- le Burkina Faso a été la destination pour les exportateurs d'asins avec près de 92% des effectifs exportés.

Tableau n°2 : Exportation contrôlées d’animaux par pays de destination UEMOA en 2014

Espèces	Destinations						
	Bénin	Burkina	RCI	Niger	Sénégal	Togo	Total
Bovins	1 775	12 888	67 859	856	27 742	401	111 521
Ovins	5 503	11 133	130 311	3 886	273 844		424 677
Caprins	1 185	5 437	14 972	10 777	1 609		33 980
Equins					1 570		1 570
Asins		786	67				853
Camelins		1 024	2				1 025
Volailles		18 497	157 874				176 371
Porcins		1 080					1 080
Lapins			154				154

Source : Rapport (DNPIA, 2014)

Il est important de souligner que suite à la période d’accalmie constatée sur le marché ivoirien, ce pays redevient depuis 2012 l’une des principales destinations pour les exportateurs de bovins. Par contre le Sénégal demeure encore la destination privilégiée pour les petits ruminants. Ces deux destinations constituent au cours des dernières années les plus grands partenaires du Mali en matière de commerce d’animaux vivants. D’autres destinations (Libéria, Benin) sont de plus en plus explorées à cause des avantages comparatifs que dispose le Mali dans la sous-région.

Figure n°5 : Exportation des ovins/Caprins par destination en 2014

Source : Rapport (DNPIA, 2014)

Le principal débouché pour les exportateurs de camelins, le Burkina Faso pour les asins et la Côte d’Ivoire pour les opérateurs exerçant dans la filière avicole.

Il convient de préciser que l'exportation de volailles en direction de ce pays concerne essentiellement les poulets de race locale et les pintades. Les exportations des oiseaux sauvages ne sont pas prises en compte dans les statistiques annuelles.

Tableau n°3 : Exportation contrôlées d'animaux par pays de destination hors UEMOA en 2014

Espèces	Destinations			Total
	Ghana	Guinée	Libéria	
Bovins	110	27 159		27 269
Ovins		21 130	170	21 300
Caprins		18 381	165	18 546
Equins		8		8

Source : Rapport (DNPIA, 2014)

2. Dynamique du profil des acteurs du commerce intra régional

Le profil des acteurs représente ici les offreurs et demandeurs dans les activités de productions animales.

2.1 Offreurs

Les offreurs regroupent ici trois profils d'acteurs :

- les producteurs ;
- les intermédiaires ;
- les réseaux.

2.1.1 Les producteurs

Les producteurs se caractérisent ici par l'éleveur transhumant.

i. L'éleveur transhumant

L'éleveur transhumant met en vente des bêtes à l'occasion d'un arrêt au niveau d'un marché terminal, parce qu'il cherche à se débarrasser de certaines bêtes pour subvenir à ses besoins familiaux ou pour en racheter d'autres ayant plus d'avenir. Il vend souvent ses bêtes sur un marché de proximité.

2.1.2 Les intermédiaires

Les intermédiaires représentent ici :

- les commerçants d'animaux vivants ;
- les collecteurs et petits commerçants.

i. Les commerçants d'animaux vivants

Il s'agit principalement des acteurs des pays fournisseurs de bétail (Burkina Faso, Mali, Niger) dans la sous-région.

ii. Les collecteurs et petits commerçants

Les agents « collecteurs » parcourent les différents marchés à bétail (collecte, regroupement, consommation...) pour acheter les animaux aux éleveurs. Ils peuvent également se rendre directement dans les campements en brousse.

Les transactions se font sur la base du paiement au comptant (cas des transactions sur les marchés), plus rarement sur la base du crédit (cas des transactions dans les campements mais aussi sur les marchés). Le crédit impose une connaissance réciproque avec une antériorité suffisante pour permettre la confiance d'un paiement différé au vendeur.

2.1.3 Les réseaux

Contrairement aux producteurs et intermédiaires, les réseaux regroupent ici :

- les grands commerçants ou grossistes ;
- les commerçants patentés ;
- les sociétés d'exportation de la viande ;
- les transitaires.

i. Les grands commerçants ou grossistes

Les grands commerçants disposent d'importants moyens financiers et d'un réseau relationnel sur l'ensemble des grands marchés au bétail. Ces réseaux reposent essentiellement sur les liens sociaux, religieux ou familiaux établis parfois depuis plusieurs générations.

Grâce à la dynamique de ces réseaux et à la disponibilité de moyens de communication modernes, la plupart des grands commerçants ne se déplacent plus pour suivre leurs affaires. Ils peuvent déléguer leurs agents pour se rendre dans des pays voisins avec des fonds qui ensuite sont confiés à des collecteurs pour acheter des animaux.

ii. Les commerçants patentés

Les commerçants patentés sont ceux qui remplissent toutes les conditions légales d'exercice du commerce d'importation ou d'exportation de bétail. Ils sont très peu nombreux. Sur le couloir Est par exemple, on dénombre une dizaine de commerçants patentés à N'Djamena, dont 6 seulement sont actuellement en activité.

Ils sont au nombre de 21 entre Maïduguri, Ibadan et Lagos. En outre, les commerçants ordinaires peuvent ne pas recourir aux commerçants patentés, s'ils bénéficient de la « compréhension » de certains agents de l'État (douaniers, agents de services d'élevage, des finances, ...).

iii. Les sociétés d'exportation de la viande

Les statistiques montrent que trois pays, Burkina Faso, Mali et du Niger se taillent la part du lion dans l'approvisionnement des marchés terminaux des pays du golfe de Guinée. A cet égard, les professionnels du secteur de l'élevage dans ces 3 pays du Sahel ont reçu une certaine forme d'appui des pouvoirs publics pour s'organiser en associations de producteurs ou de commerçants de bétail pour un meilleur ravitaillement en viande des pays côtiers.

iv. Les transitaires

Les transitaires facilitent les formalités d'exportation aux commerçants exportateurs. La pratique de leur fonction est autorisée par la législation en vigueur. Pour le service rendu, le transitaire perçoit une somme forfaitaire variant par pays (20.000 et 25.000 F CFA/troupeau pour le couloir Est). Ils sont présents sur tous les axes de sortie/entrée de tous les circuits.

2.2 Demandeur

Les demandeurs se distinguent ici par les consommateurs et les intermédiaires.

2.2.1 Les consommateurs

Les productions animales⁷ participent de manière directe ou indirecte à la résorption de l'insécurité alimentaire. Le niveau d'incorporation des protéines animales dans les rations journalières est un indice important pour mesurer le niveau de développement entre les pays, mais aussi à l'échelle d'une population donnée.

A l'échelle de la région pourtant, la consommation journalière par tête est de l'ordre de 2 320 kcal/personne/jour, ce qui est inférieur à la norme FAO. Il ressort de ces études qu'en moyenne, les régimes alimentaires dans les pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest et du Centre contiennent moins de 2 200 kcals contre 2 500 kcals dans les pays côtiers.

En revanche, la carence en protéines est plus fréquente dans les pays côtiers où le régime typique contient seulement 45 g de protéines contre 60 g dans les pays sahéliens.

2.2.2 Les intermédiaires

Les intermédiaires sont constitués ici par :

- les bouchers chevillards ;
- les abattants détaillants ;
- les bouchers détaillants ;
- les charcutiers ;
- les grilleurs/rôtisseurs/débiteurs.

⁷ Notamment, la norme FAO ; Honfoga et van den Boom (2003)

i. Les bouchers chevillards

Les bouchers chevillards abattent plusieurs têtes par jour pour en revendre aux détaillants, aux charcutiers et aux restaurateurs.

ii. Les abattants détaillants

Les abattants détaillants sont des professionnels qui n'ont pas une grande surface financière, mais abattent chaque jour de faibles quantités pour la vente directe au marché.

iii. Les bouchers détaillants

Les bouchers détaillants sont des petits débiteurs de viande dans les • marchés des grandes villes et des quartiers. Ces catégories de boucheries sont protégées par des grillages fins pour éviter la pénétration des mouches.

iv. Les charcutiers

Ce sont des professionnels de la transformation et de la valorisation de la viande qui travaillent dans les magasins d'alimentation. Il s'agit d'une branche professionnelle qui est peu développée dans les pays sahéliens. Au Burkina Faso, on dénombre plusieurs magasins d'alimentation dont Marina Market et le Palais des Viandes engagés dans la charcuterie de type moderne.

En revanche, dans les pays côtiers, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, la charcuterie est bien développée. On note la présence d'activités de productions animales (volailles, porcs) intégrée jusqu'à la transformation.

v. Les grilleurs/rôtisseurs/débiteurs

Cette catégorie d'acteurs est la fraction la plus importante qui dispose de petites unités artisanales de cuisson des viandes de ruminants (bovins, ovins, caprins), des porcs et volailles. Ils sont en majorité des petits acteurs économiques qui n'abattent pas d'animaux, ils achètent les carcasses de petits ruminants avec les bouchers chevillards dans les grands centres urbains. En revanche, dans certains pays comme le Niger, le Mali et le Sénégal, les grilleurs ou dibilitéurs sont généralement des grands chevillards qui abattent les animaux à l'abattoir et en prélèvent d'autres pour leurs sites de grillages ou leur « dibi » selon les pays.

3. Analyse des résultats et discussions

Il ressort de notre article deux contributions majeurs, à savoir :

- 3.1.1 En premier lieu, nous avons montré que, contrairement aux exploitations agricoles mixtes, on constate une spécialisation en fonction de la taille, pratiquée uniquement par des éleveurs nomades. Ils représentent environ 11,4% du total des producteurs agricoles, situés principalement à Gao et à Mopti (IMPD, 2007) ;

- En revanche, les flux d'échanges intra régional d'animaux du Mali, restent dominés par des exportations de bétail, d'ovins et de caprin (illustré dans les figures n°4 et 5).
- i. En second lieu, nous avons montré le profil des acteurs, il s'agit principalement des offreurs et demandeurs dans les activités de production animale :
 - le premier profil d'acteurs concerne les producteurs, les intermédiaires et les réseaux ;
 - le deuxième profil d'acteurs se distingue par les consommateurs et les intermédiaires

En effet, on peut constater ces résultats dans certaines études similaires parmi lesquels celle observé par (Bassolé, 2022 ; DNPIA, 2014 ; Alassane Ba, 2011) sur développement de l'entreprise et commerce intra régionale CEDEAO : cas du Mali, exploitation du cheptel bovin dans la zone cotonnière au Mali-Sud ou Rapport du DNPIA, 2014 sur les productions et les Industries Animales.

Conclusion

Au terme de notre article sur l'analyse du lien entre petite et moyenne entreprise de production animale et échange intra régionale : cas du Mali dans l'espace CEDEAO. Deux principaux résultats se révèlent de cet article :

- i. d'une part, nous avons montré qu'environ 11,4% du total des producteurs agricoles, pratique uniquement une spécialisation en fonction de la taille principalement à Gao et à Mopti (IMPD, 2007) .
- ii. d'autre part, nous avons identifié le profil des acteurs utilisé dans les échanges intra régionale de production animale.
- iii. enfin, les flux d'échanges intra régional d'animaux du Mali, restent dominés par des exportations de bétail, d'ovins et de caprin (illustré dans les figures n°4 et 5).

Parmi les principaux problèmes qui pèsent sur la participation des micros entreprises de production végétale dans le cadre des relations d'échanges intra régional, sont cités ci-dessous

- renforcer les chaînes de valeur locales et régionales ;
- développer et renforcer les compétences, liées au commerce régional ;
- renforcer les mécanismes de paiement, lié au commerce régional.

Les pistes de solution aux problèmes soulevés ci-dessus sont :

- i. Les chaînes de valeur locales et régionales ont un rôle essentiel dans l'élargissement du marché commun intra régional, notamment manufacturière. Elles offrent également la possibilité d'améliorer le niveau de productivité et les normes de qualité :

- d'une part, pour les entreprises nationales ayant un potentiel d'exportation ;
- d'autre part, pour celles qui produisent des biens destinés principalement à satisfaire la demande nationale ou régionale.

En Afrique de l'ouest, le développement des chaînes de valeur locales et régionales pourrait servir de levier dans la stratégie régionale de développement des micro entreprises de productions végétales.

- ii. Les entreprises nationales sont confrontées à une concurrence de plus en plus vive sur les marchés d'exportation en raison de l'ouverture des économies nationales des pays de l'espace CEDEAO sur le monde.

Leur aptitude à surmonter cette concurrence vive dépend :

- D'une part, leurs capacités technologiques,
- D'autre part, son utilisation, au niveau national ou régional, en investissant dans l'éducation, la formation et la recherche-développement.

Contrairement à d'autres régions du monde, le continent consacre moins de 1% de son PIB à la recherche développement, ce taux reste inférieur en Afrique de l'ouest. Par conséquent, l'insuffisance de compétences essentielles constitue un problème de taille pour le développement d'entreprises en Afrique de l'ouest, en particulier.

- iii. Le système financier de la plupart des pays du continent, particulièrement en Afrique de l'Ouest est bien loin derrière ceux d'autres régions du monde. En effet, les procédures de paiement et de crédit sont lourdes et complexes, l'assurance, les frais de sécurité et de douane sont coûteux

Ces services souvent médiocres entravent le commerce à l'intérieur et en dehors de la région. De nombreuses méthodes de paiement sont utilisées dans les opérations commerciales en fonction des relations existantes entre l'offre et la demande.

Les méthodes de paiement utilisés peuvent être regroupé sous trois formes, telles que le paiement à la commande, le paiement par cash et le paiement bancaire. Par ailleurs, certaines études⁸ font apparaitre que le système de paiement par crédit documentaire, reste le mode de paiement plus utilisé.

En effet, ce processus prend énormément de temps, nécessitant la circulation physique de documents entre différents établissements bancaires dans deux pays et

⁸ Lisinge, en 2004

est mal géré par de nombreux utilisateurs. Il convient de signaler que ce système se prête également à la fraude.

En termes de perspective, il serait donc intéressant de prolonger ce sujet à l'union monétaire qui est censée influencer les échanges dans la mesure où elle implique une réduction de l'incertitude sur le taux de change⁹, des coûts de transaction et simplifie le calcul des coûts et les décisions de fixation des prix.

Ils indiquent par ailleurs que, les effets frontières seraient renforcés par l'utilisation d'une monnaie unique. Ainsi, les effets d'une union monétaire favoriseraient l'accroissement du commerce bilatéral, une augmentation du taux d'ouverture global, une création nette de commerce et la stabilité des échanges.

Enfin, il s'agit d'un sujet important mais très peu abordé dans les études empiriques. Nous espérons que les résultats que nous avons obtenus dans cette étude susciteront plus d'investigations empiriques et théoriques pour d'autres mécanismes ou lien entre micro entreprise de production végétale et échange intra régional du pays.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alary V., 2006 : Etude du commerce régional du bétail et des produits animaux en Afrique de l'Ouest (Zone ECOWAS) et Afrique de l'Est (Zone IGAD), Desk Review STDF 13, FAO/OIE, Rapport CIRAD, Montpellier, France, novembre 2006, 52 p

Alary V., et Dieye P.N., 2006. Etude du commerce régional de bétail entre le Mali et l'Algérie, Field review STDF 13, FAO/OIE, Rapport CIRAD, Montpellier, décembre 2006, 31p.

Alassane Ba (2011), Exploitation du cheptel bovin dans la zone cotonnière au Mali-Sud, p 29-39 ;

Ba A., Lesnoff M., Pocard-Chapuis R., Corniaux C., Moulin C.H., 2009. Evaluation du potentiel exploitable du cheptel de bovins dans la zone cotonnière du Mali. Poster, 16^e Rencontres Recherches Ruminants, du 2 au 3 décembre 2009 à Paris, France, 385-385p.

Ba A., Lesnoff M., Pocard-Chapuis R., Moulin C.H., 2011. Demographic dynamics and off-take of cattle herds in southern Mali. *Tropical Animal Health and Production*, in press.

Bernardet, P. (1984) Association agriculture-élevage en Afrique : les Peuls semi-transhumants de Côte-d'Ivoire, Paris, Éd. Harmattan, 1984, pp 3-5 ;

⁸Clark, 1973 ; Commission Européenne, 1990 ; Head et Mayer, 2000 ; Frankel et Rose (2002 ; Tsangarides, Ewencyk et Hulej, 2006

- Berthé A. L., Blockland A., Bouaré S., Diallo B., Diarra M. M., Geerling C., 1991. Etat des ressources naturelles et potentialités de développement, Profil d'environnement Mali-Sud, KIT, Amsterdam (NL), 79p.
- Bosma R. H., Bengaly K., Traoré M., Roeleveld A., 1996. L'élevage en voie d'Intensification : Synthèse de la recherche sur les ruminants dans les exploitations agricoles mixte au Mali – Sud. Amsterdam : (KIT) Royal Institute of the tropics, Pays-Bas ; Institut d'Economie Rurale, Bamako, Mali, 202 p.
- CIRAD, 2005. L'association agriculture élevage : une stratégie de développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre, Montpellier, France.
- Dabié Désiré Axel NASSA (2005), Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au Nord de la Côte d'Ivoire, p 7-304.;
- Gregoire E, 1993 : La trilogie des réseaux marchands haoussas : un clientélisme social, religieux et étatique, Paris : Editions Karthala, pp 71 – 99 ;
- Gregoire E, 1991 : Les chemins de la contrebande : étude des réseaux commerciaux en pays Haoussa. Cahiers d'Etudes Africaines, n° 124, pp 509 – 532 ;
- Gregoire E, 1989 : Etat et réseaux marchands dans le commerce des vivres au Niger. - 7 p.
- Grégoire E. et Labazee E. (1993). Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains, Orstom, éd. Kartala, 527-546
- Ibrahim Bassolé (2015), Analyse des déterminants des exportations du Mali dans l'espace CEDEAO, 6-44p;
- Ibrahim Bassolé (2022), Développement de l'entreprise et commerce intra régional du Mali à l'intérieur de l'espace CEDEAO, 6-44p
- Pradère J. P., 2007. Performances et contraintes de l'élevage au Mali. Version provisoire. Projet d'appui à l'agriculture africaine : Amélioration des politiques agricoles dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, FIDA, la France, OCDE et Hub Rural de Dakar, 73 p.
- Pradère J.P., et Sidibé S., 1989. Etude du cheptel bovin malien. Evolution- Structure des troupeaux-Productivité. Cellule Suivi-Evaluation, Direction Nationale de l'Elevage, Bamako, Mali, 68p.